



Le « Pacte pour l'Euro » ou la dictature du capital

*L*e 11 mars, le Conseil européen, sous l'impulsion d'A. Merkel, Chancelière allemande, et de N. Sarkozy a adopté un *pacte pour l'Euro*. De quoi s'agit-il ? Ce pacte dit aussi de : « *coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence* » est fait pour mettre les politiques des États européens sous la coupe directe des intérêts capitalistes dominants allemands français et anglais. Il s'agit d'imposer une austérité renforcée pour rétablir les taux de profits, d'arracher aux peuples les restes de leur souveraineté en leur imposant une brutale dictature supranationale du capital mondialisé.

Face à la crise générale du système capitaliste dans un contexte de concurrence acharnée et de recherche de domination mondiale ou régionale, les forces du capital tendent à une surexploitation de la force de travail. Dans un ensemble aussi hétérogène que l'Europe, sous la fêrûle d'une monnaie unique, il ne suffit plus d'exploiter les différentiels de coûts du travail entre les différents pays européens et du monde, mais d'aller vers un abaissement significatif et général du prix de la force de travail dans la zone Euro elle-même. Ainsi peut-on lire dans le pacte : « *les augmentations significatives et durables (des salaires) pourraient provoquer une érosion de la compétitivité* ».

Ce pacte pour l'Euro se fixe pour premier objectif de baisser les salaires. Il établit une police des salaires basée sur l'évolution de la productivité : « *Les progrès (de la mise en œuvre du pacte) seront évalués sur la base de l'évolution des salaires et de la productivité ainsi que des besoins d'ajustement en matière de compétitivité. Afin de déterminer si les salaires évoluent en accord avec la productivité, le coût unitaire de la main d'œuvre fera l'objet d'un suivi sur une période déterminée par comparaison avec l'évolution dans les autres pays* ». **Le pacte qui appelle à la contraction des salaires dans le secteur public, fixe des objectifs de reculs sociaux importants en matière de retraite, de protection sociale et de précarité. Il prévoit d'exonérer encore plus la fiscalité des entreprises et de privatiser ce qu'il reste de services publics. Mme Parisot du Medef se réjouit bruyamment.**

Pour mettre en œuvre ce plan général d'austérité, les régions et territoires sont mis en concurrence avec un noyau dur directeur : le capitalisme allemand. Tous les États sont appelés à introduire dans leur législation des clauses dite de stabilité. Elles ne sont rien de moins qu'un corset budgétaire pour empêcher l'augmentation des dépenses de protection sociale : « *Les États membres de la zone Euro s'engagent à traduire dans leur législation nationales les règles budgétaires de l'UE figurant dans le pacte de stabilité et de croissance* ». Les organisations syndicales en particulier sont appelées à s'intégrer dans la « *gouvernance* » de l'austérité. Cette « discipline » s'imposera aussi aux communes, départements et régions.

Face à cette déferlante d'austérité et d'autoritarisme du capital, comment se situent les forces politiques et sociales ? Les manifestations en France, Angleterre, Grèce, Irlande, Portugal, Hongrie, Roumanie..... sont dans toutes les têtes. Ces manifestations peuvent prendre un cours tel qu'elles mettent en cause la politique du capital lui-même. C'est ce que cherchent à éviter les uns et les autres en essayant de canaliser le mécontentement populaire. En France, de l'UMP au Front de gauche, pas une voix ne s'élève pour mettre en cause l'Europe comme construction du capital au service du capital. La Gauche européenne (à laquelle adhèrent le PCF, le Parti de Gauche comme la CFDT) craint que l'idée européenne recule chez les travailleurs, et préconise une Europe plus « sociale » mais du capital, il n'est évidemment pas question. Le socialiste Strauss-Kahn se réjouit de l'existence du pacte.

Les différentes forces politiques et syndicales, se démènent pour faire en sorte que les travailleurs, les salariés, les peuples ne voient pas d'autre issue que celle de l'Europe et tous y vont de leur couplet sur « *l'autre Europe* ». En attendant, le capital et les bourgeoisies frappent fort.

Pour Communistes, la lutte pour la souveraineté nationale, pour empêcher les reculs sociaux, la lutte pour la coopération de tous les peuples n'a de sens que si l'on s'attaque au pouvoir du capital, que si l'on pose la question de sa destruction en tant que système social d'exploitation. C'est ce que nous faisons en appelant au rassemblement de tous les exploités dans la lutte de classe.

www.sitecommunistes.org